

Article

« L’afrique australe dans les années 80. Renaissance des études régionalistes »

Larry A. Swatuk

Études internationales, vol. 19, n° 1, 1988, p. 139-148.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702299ar>

DOI: 10.7202/702299ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

L'Afrique australe dans les années 80 Renaissance des études régionalistes*

Larry A. SWATUK**

Simplement affirmer que les études sur l'Afrique du Sud et sur l'Afrique australe ont poussé comme des champignons ces dernières années ne rend pas compte de la situation réelle. De la même façon que les contradictions régionales et internes engendrées par l'apartheid s'amplifient, se multiplient et se conjuguent avec le système global, progressivement l'attention et le champ d'intérêt d'une grande partie de la communauté internationale se sont réajustés tout en devenant complémentaires. Bien que beaucoup de la littérature qui paraît en raison de cette attention accrue soit répétitive et condamnée à la superficialité, un courant grandissant offre de riches analyses critiques. Par conséquent, l'étude bibliographique qui suit couvre l'ensemble de ce genre littéraire en offrant des exemples du meilleur et du pire.

I – Des amateurs et des aventuriers

Parmi les cinq livres analysés ici, *Les derniers jours de l'Afrique du Sud* de Charles Zorgbibe se classe dans la dernière catégorie. Néanmoins, ce livre mérite qu'on lui accorde une certaine attention, si ce n'est pour démontrer ce qui peut arriver quand un universitaire ayant des intérêts décidément éclectiques fouille en Afrique australe sans avoir pris la peine au préalable de faire les lectures et la recherche qui s'imposent. *Les derniers jours*, ouvrage divisé en trois sections essentiellement indépendantes (« Le Laager », « Dialogue avec des Sud-Africains d'aujourd'hui », « Sortir du Laager »), se présente comme un mélange assez divertissant d'analyses historiques forts sélectives, de prescriptions fantastiques et de guide pour la bonne chère : un récit de voyage éclectique par opposition à une critique universitaire.

Toutefois, il faut tout de même rendre justice à Zorgbibe qui a mené des entrevues intéressantes. En parlant avec des représentants parlementaires et des forces armées, des

* GRUNDY, Kenneth W. *The Militarisation of South African Politics*. Bloomington (Indiana), Indiana University Press, 1986, 142 p.

HANLON, Joseph, *Beggar Your Neighbours: Apartheid Power in Southern Africa*. Londres-Bloomington (Indiana), Catholic Institute for International Relations-James Curry Ltd.-Indiana University Press, 1986, 364 p.

THE INTERNATIONAL PEACE ACADEMY, *Southern Africa: Prospects For Peace and Security*. Dordrecht/Boston/Lancaster, Martinus Nijhoff Publishers, 1987, 186 p.

MSABAHA, Ibrahim S.R. & SHAW, Timothy M. (Eds.) *Confrontation and Liberation in Southern Africa: Regional Directions after the Nkomati Accord*. (Boulder & London: Westview & Gower, 1987), 315 p.

ZORGBIBE, Charles, *Les derniers jours de l'Afrique du Sud*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Perspectives Internationales », 1986, 212 p.

** *Department of Political Science – Centre for African Studies, Dalhousie University, Halifax, Nouvelle-Écosse, Canada.*

Revue Études internationales, volume XIX, n° 1, mars 1988

professeurs et des professionnels, des apologistes, des partisans engagés et, malheureusement, peu de dissidents, et en reposant souvent chaque fois les mêmes questions, Zorgbibe réussit à brosser un tableau plus précis de l'Afrique australe qu'il ne réussit à le faire dans l'une ou l'autre de ses sections narratives. Parmi les échanges les plus mémorables mentionnons ceux avec le Commodore A.S. Davis, « officier de la défense de Durban », et avec le professeur H. du Toit du Département d'études stratégiques de Wits University. Entre autres choses, Zorgbibe a demandé à ces deux personnes d'évaluer quel serait le statut de Walvis Bay sous un pouvoir politique nouveau et indépendant. Selon Davis, « Walvis Bay est négociable. Si nous abandonnons la Namibie, à quoi nous servira Walvis Bay? Son entretien nous coûterait trop cher, dans un environnement hostile. » (p. 105) Du Toit souligne, par ailleurs, que « notre souveraineté n'est pas négociable. » (p. 155) La rafraîchissante candeur de Davis est chose rare au milieu de tant de rhétorique usée. Mais, à part l'éveil des néophytes à une coexistence d'opinions contraires dans « Le Laager », tout l'exercice est dépourvu de passion et de controverse. À l'occasion, Zorgbibe surprend le lecteur avec une anecdote inattendue et amusante, comme lorsque du Toit s'exclame : « Nous n'avons pas de contact avec les Soviétiques; j'ai rencontré un Soviétique une seule fois dans ma vie » (p. 156): c'est tout pour un « assaut marxiste total » (voir Grundy plus loin).

Toutefois, aussi amusant qu'il puisse être, « Dialogue... » n'est surtout pas représentatif des forces politiques en présence en Afrique du Sud. Manifestement, les voix du clergé, des médias, des travailleurs étrangers et sud-africains, des travailleurs blancs marginaux, de la jeunesse urbaine et spécialement des femmes — qu'elles soient *Black Sash* ou *Black peasant*. Le « Dialogue... » de Zorgbibe paraît superficiel et même anodin quand il est juxtaposé à des travaux de nature semblable effectués par des écrivains contemporains,¹ ou vu à la lumière de la myriade de livres — *i.e.* des 'voix' peu importe la définition qu'on en donne — par et sur des Sud-Africains.²

Le seul mérite qui revient à Zorgbibe dans la deuxième section du livre découle du fait qu'il laisse parler les individus d'eux-mêmes. Par contre, laissé à lui-même dans les sections une et trois, ses conclusions deviennent bizarres et même dérisoires. Dans un chapitre intitulé « Décoloniser les États noirs », Zorgbibe donne au départ une assez bonne description des *Homelands*; toutefois, il poursuit en ignorant sa propre appréciation dont découlera une analyse d'une incroyable naïveté. La panacée de Zorgbibe est de transformer les *Homelands* en unités politiques viables et indépendantes grâce à des relations commerciales et culturelles extensives, par « l'établissement de relations paradiplomatiques » (p. 212) — ce qui entraînerait : « les derniers jours de l'Afrique du Sud, d'une certaine Afrique du Sud. » (p. 212). Il se range fermement du côté d'un 'engagement constructif' afin d'éviter « les circonstances sanglantes de l'accession du Zaïre à l'indépendance, en 1960. » (p. 200) Zorgbibe se sent confiant d'annoncer que malgré un « bilan économique désespéré », les *Homelands* pourront devenir des entités politiques viables : « l'exemple du Bophutatswana est particulièrement encourageant : cet État possède les plus grandes mines souterraines de platine du monde, ainsi que des mines de chrome, d'étain et de fer... » (p. 193) À cette fin, il se réfère à la volonté formulée par Botha en 1979 de consolider des territoires autrement très fragmentés : « le Kwazoulou passant de vingt-neuf à dix 'segments', le Bophutatswana de dix-neuf à six... » (p. 198) Mais comment la simple présence de minerais viendrait

1. Voir par exemple Richard John NEUHAUS, *Dispensations: The Future of South Africa as South Africans See It*, Grand Rapids, Min., Eerdmans, 1986; Vincent CRAPANZANO, *Waiting: The Whites of South Africa*, Londres, Paladin, 1986; Mark UHLIG, *Apartheid in Crisis*, Londres, Penguin, 1986; et spécialement Joseph LELYVELD, *Move Your Shadow*, Londres, Penguin, 1986.

2. Voir par exemple, Mary BENSON, *Nelson Mandela*, Londres, Penguin, 1986; Desmond TUTU, *Hope and Suffering: Sermons and Speeches*, Glasgow, Collins, 1984; et Helen JOSEPH, *Side by Side: The Autobiography of Helen Joseph*, Londres, Zed Press, 1986.

transformer la domination raciale? Par ailleurs, l'exploitation économique n'est jamais précisée clairement. Zorgbibe ne considère pas non plus le fait que, même s'il existe une certaine congruence entre les *Homelands* et les anciennes frontières tribales, celles-ci demeurent des créations arbitraires mises en place par la raciste minorité blanche. D'ailleurs, ces créations sont déplorées par le système international et rejetées par presque tous ceux qui sont forcés de vivre à l'intérieur de leurs frontières. Dans ce sens, Jackson et Rosberg soulignent que:

Les attributs juridiques du statut d'État ne peuvent être conférés à des gouvernements que par la communauté internationale. Le Transkei n'est pas un État parce que l'Afrique du Sud, seule, n'a pas le droit de lui conférer le statut d'État, tandis que le Lesotho est un État parce que la communauté internationale a accepté – et a même encouragé – la décolonisation britannique en Afrique. Même si les juridictions et les frontières d'un État paraissent souvent comme un phénomène 'naturel' qui correspond parfois au découpage territorial naturel, ils sont en fait des artefacts politiques maintenus par la communauté internationale.³

Comment peut-il être surprenant que Zorgbibe en arrive à une conclusion si invraisemblable avec une alacrité si apparente, quand il a pratiquement ignoré la majorité noire dans son panorama historique sans regard pour les réalités politiques et économiques contemporaines? Il aurait au moins pu lire Davenport et Denoon en attendant pour interviewer ses hôtes.

II – Compendiums de conférences

Les recueils édités de papiers et de comptes rendus de conférence sont un autre type de publication à traiter avec précaution. Ces livres offrent l'avantage d'être à propos et d'avoir un centre d'attention à jour, lorsqu'ils sont assemblés soigneusement. Les recueils édités ont le potentiel d'être des productions à la fois rapides et à propos, tandis que tant de livres perdent de leur nouveauté au cours de leur construction, ou encore, se ressentent des longs délais avant leur publication. Quant à leur centre d'intérêt, les papiers peuvent être sélectionnés pour un certain nombre de raisons: pour jeter de la lumière sur un sujet en particulier,⁴ pour mousser le débat et offrir des comparaisons,⁵ pour toucher des champs nouveaux de recherche attendant d'être explorés en profondeur, ou encore pour procéder à une couverture linéaire d'une variété de sujets aussi divers qu'en jugent bon les éditeurs. À leur meilleur, les recueils édités sont pertinents à court terme et offrent un aperçu sur le long terme.

Deux compendiums publiés récemment – un premier, co-édité par Ibrahim Msabaha et Timothy Shaw, et un second édité par l'International Peace Academy (IPA) à New York – démontrent, à des degrés divers, le meilleur et le pire du genre. Les deux livres fournissent une base de comparaison utile étant donné qu'ils ont tous deux été publiés en 1987, et sont

3. Robert H. JACKSON et Carl G. ROSBERG, « Why Africa's Weak States Persist: The Empirical and The Juridical in Statehood » dans Robert O. MATTHEWS, Arthur G. ROBINOFF, et Janice GROSS STEIN, éditeurs, *International Conflict and Conflict Management*, Scarborough, Prentice-Hall, 1984, p. 203.

4. Voir par exemple, Timothy M. SHAW et Olajide ALUKO, éditeurs, *The Political Economy of African Foreign Policy: Comparative analysis*, Aldershot, Gower and New York, St. Martin's, 1984; et Bahgat KORANY et collaborateurs, *How Foreign Policy Decisions Are Made In The Third World*, Boulder, Westview, 1986.

5. Voir par exemple, Timothy M. SHAW et Olajide ALUKO, éditeurs, *Nigerian Foreign Policy: Alternative Perceptions and Projections*, Londres, MacMillan, 1983.

tous deux des produits de conférences sur la paix et la sécurité en Afrique australe tenues à Arusha en Tanzanie : le premier en 1985, et le second en 1986. Compte tenu de l'importance du « temps de retournement » pour bien marier l'analyse à la praxis, il est encourageant de noter que le recueil Msabaha/Shaw a passé dix-huit mois en gestation et que le recueil du IPA, lui, y a passé un an. Toutefois, là s'arrêtent leurs similarités.

Le volume du IPA a le mérite d'avoir une qualité de production impeccable, ne souffrant d'aucune conséquence désastreuse causée par des changements de taille effectués par les éditeurs : s'il y a des imperfections, elles se situent au niveau du contenu et non de la construction. Le livre se concentre sur quatre thèmes, à savoir : 1) la recherche de sécurité par les 'pays de la ligne du front', 2) les questions de paix et de sécurité dans la région, 3) l'indépendance de la Namibie, et 4) la dynamique en Afrique du Sud : les acteurs et leurs rôles dans le changement social. Le quatrième thème retient l'attention. On y trouve des papiers qui se penchent sur les rôles respectifs des églises (Burgess Carr), des médias (Julie Frederickse), des investisseurs corporatifs (Millard Arnold), des syndicats (Penelope Andrews) et des mouvements de libération (Hamisi Kibola) pour mettre fin à l'apartheid. Par conséquent, le livre tente de traiter de l'impact des groupes et des structures internes en présence qui travaillent en vue du changement et/ou de la réforme au-delà du domaine nommé politique. Toutefois, comme pour le livre pris dans son ensemble, la liste des acteurs en présence est incomplète et tend vers l'orthodoxie, ce qui donne une impression de superficialité. Où sont, entre autres, les groupes de femmes, la jeunesse urbaine, les étudiants, les blancs mécontents ? Serait-ce possible que ces groupes soient trop controversés, trop radicaux et parfois trop violents dans leurs approches pour mériter d'être inclus ? Voilà une appréciation assez juste, spécialement à la lumière du chapitre de Kibola sur les mouvements de libération dans lequel il met en évidence la cause légitime des groupes de libération, mais ne fait aucune mention de l'ANCI : Kibola, bien qu'armé de rhétorique, se replie ultimement, peut-être pour apaiser ses lecteurs très conservateurs et principalement composés d'Américains.

Si l'on doit formuler des remarques critiques, elles se situent à deux niveaux. Premièrement, le recueil est très orthodoxe. Il traite de la superstructure au lieu de l'infrastructure, mettant l'accent sur le conflit plutôt que sur la coopération, et sur le changement plutôt que sur la continuité. Dans son ensemble, ce recueil considère 'l'État comme un acteur unitaire' dans une approche qui, de façon générale, ignore les liens économiques, politiques et sociaux transnationaux qui forment la base des contradictions et des paradoxes régionaux sans bornes. À la différence de l'article de Galaydh, où l'économie a une importance centrale, les autres textes ont tendance à être descriptifs et ahistoriques. De ce fait, la coopération et/ou le conflit économique servent d'auxiliaires, ou sont des conséquences du conflit politique et ne figurent donc pas comme l'élément déterminant des paramètres au sein desquels la politique doit se dérouler.

Deuxièmement, les papiers de ce recueil, choisis pour refléter la conception de la paix et de la sécurité de l'IPA par opposition à celle du FLS ou de la SADCC, ont une orientation idéologique fortement conservatrice. Par exemple, le papier de Kurt Campbell sur « la recherche de sécurité par les 'pays de la ligne du front' » se lit parfois davantage comme la recherche par les 'pays de la ligne du front' d'une sécurité pour les États-Unis. De surcroît, affirmer que « s'occuper du communisme en Afrique australe, plutôt que de l'apartheid, figure actuellement au premier rang de l'agenda politique américain » (p. 11) c'est non seulement constater une évidence, mais c'est aller plus loin en inférant une fausseté : *i.e.* que la politique américaine ne s'est jamais préoccupé de l'apartheid au-delà de ses intérêts propres à titre de superpuissance. Exception faite d'une brève période en 1977 quand le gouvernement de Jimmy Carter a réussi à employer une approche 'régionaliste' vis-à-vis des

problèmes de l'Afrique australe, la politique américaine a toujours reflété les craintes et les soucis américains de nature 'globalistes' et bipolaires.⁶

D'autre part, le recueil Msabaha/Shaw emploie une approche régionaliste et principalement africaine, par opposition à une approche africaniste. Malgré les nombreuses erreurs éditoriales agaçantes, le recueil est nettement supérieur au niveau du contenu sommaire à celui de l'IPA. Rassemblant un assortiment plus vaste de papiers, le recueil Msabaha/Shaw est plus représentatif que la conférence d'où il tire ses sources et convient donc davantage pour donner à l'observateur intéressé un aperçu des craintes et des soucis prenant source dans la région. Bien que le recueil du IPA fasse systématiquement preuve d'une meilleure qualité de texte, il est assez conservateur et non sujet à controverse. D'ailleurs, ce n'est qu'à l'occasion qu'apparaissent des critiques sévères des politiques américaines et sud-africaines dans la région. En revanche, le recueil Msabaha/Shaw est radical et décidément sujet à controverse, en plus d'être profond et nuancé. Il témoigne d'une compréhension de l'histoire économique et politique de la région au-delà de l'Afrique du Sud. Dans cette optique, le recueil traite des problèmes de l'Afrique australe dans le contexte régional qui tire ses origines de la domination raciale qui perdure. Cette approche s'oppose aux politiques américaines et occidentales qui envisagent en priorité le conflit en Afrique australe comme ayant une source externe en Union soviétique.

Au niveau de la composition, le recueil Msabaha/Shaw contient des appendices extrêmement utiles (spécialement sur Nkomati et la politique de libération de l'OUA) et une bibliographie exhaustive post-1980.

Toutefois, le livre en question n'est pas sans imperfections. En plus de la mauvaise qualité de l'écriture et de l'édition hâtive auxquelles nous avons fait allusion plus haut, les chapitres rédigés par Sinare, Lipumba Maganya et Mhina contribuent si peu à la compréhension de la région. Le texte écrit par Msabaha et Hartman sur la politique étrangère de la Tanzanie aurait pu être réduit de moitié. Comme il se présente il fait plutôt penser à un collage préparé à partir d'un travail antérieur de Msabaha sur la Tanzanie.⁷

Quand les excellents travaux de Auglin, Davies et O'Meara et Legum et les pertinentes études bibliographiques de Shaw seul ou en collaboration avec Msabaha sont juxtaposés aux articles sophistiqués de spécialistes africains comme Austin, Campbell, Mbogoro et Peter, l'on doit se demander, s'il est utile d'inclure des recherches d'universitaires africains simplement parce qu'ils sont africains. Certes, les 'pontages' entre universitaires sont importants, cependant, ce recueil souffre manifestement de la présence d'articles inclus sans grand discernement.⁸ Comme c'est le cas, tant pour les articles qui viennent d'être cités que pour le recueil de l'IPA pris dans son ensemble, le principal critère pour la publication d'un article ne devrait-il pas être la qualité de la recherche et de l'écriture? En plus de cela, quand les idées sont originales mais exprimées maladroitement, ou encore que des données sont constructives mais périmées, n'est-il pas du devoir des éditeurs de forcer ou d'inciter les collaborateurs à se réviser? Malgré le 'temps de retournement', le livre de Msabaha et Shaw

6. Kevin DANAHER, *In Whose Interest? A Guide to US-South Africa Relations*, Washington, Institute for Policy Studies, 1984, p. 80.

7. Voir Timothy M. SHAW et Ibrahim MSABAHA, « From Diversification to Dependence: Tanzania 1967-1977 » dans Kal HOLSTI et al., *Why Nations Realign: foreign policy restructuring in the post-war world*, Londres, Allen et Unwin, 1982.

8. Timothy SHAW a déjà fait face à ce problème dans un recueil édité récemment avec Olajide ALUKO, *Southern African in the 1980s*, Londres, Allen et Unwin, 1985. Toutefois, quand cette pratique est choisie en vue de fins explicitement comparatives, elle peut donner de bons résultats (voir la note infrapaginale 5 plus haut).

aurait beaucoup gagné s'il avait bénéficié d'une édition soignée. (En comparaison, le recueil de l'IPA regroupe des textes qui offrent beaucoup d'informations mises à jour, bien documentés et bien écrits, même si on est en désaccord avec les positions idéologiques des différents contributeurs.)

En effet, le lecteur a l'impression que le fait d'inclure des articles publiés précédemment par Anglin (« *SADCC in the aftermath of Nkomati* ») et par Davies et O'Meara (« *South Africa's Total Strategy in Southern Africa* ») visait autant à équilibrer un recueil autrement disparate qu'à jeter de la lumière sur la région. Malgré tout, le fait que Msabaha et Shaw soient prêts à inclure à la fois les meilleurs et les pires 'perroquets' et 'pionniers' du monde universitaire leur mérite du crédit; cela ouvrira la voie à un débat animé.

III – Renaissance régionale

Alors que Zorgbibe et l'IPA examinent l'apartheid d'un point de vue essentiellement 'national' – *i.e.* à l'intérieur des limites de l'Afrique du Sud – le recueil de Msabaha et Shaw se distingue comme encore une autre contribution qui cherche à situer le problème de l'apartheid dans un contexte régional, sinon global. De même, le recueil cherche à situer les événements contemporains dans un cadre historique qui examine les tendances de changement et de stabilité des interactions économiques et politiques. L'approche de Msabaha et Shaw qui tente de mélanger et de mettre en relation la structure et le phénomène est la bienvenue, bien qu'elle ait été explorée et employée avec plus de succès ailleurs.⁹ Car les problèmes de l'Afrique australe dérivent d'une combinaison unique d'événements dans laquelle se reproduit 1) un système économique de relations entre et parmi les colonisateurs blancs et le capital colonial blanc ayant évolué sur une période d'environ 300 ans, de telle façon que 2) l'enlèvement de toutes les minorités blanches établies, à l'exception d'une d'entre elles, n'a pas entraîné la disparition correspondante des structures d'économie politique de type centre-périphérie. Les intérêts du capital de monopole ont été si forts et leur contrôle si omniprésent, que ni la montée des nationalismes politiques régionaux antagonistes, ni la censure de la communauté internationale n'a pu amener des changements dans le schème d'exploitation d'économies sous-développées et de domination politique qui dépendent énormément de la division du travail basée sur la race.

Ainsi, une approche régionale par opposition à une approche nationale ou globale (*i.e.* de compétition entre les superpuissances) permet une compréhension de l'apartheid comme un *phénomène régional*. C'est-à-dire que la domination raciale continue dépend non seulement du contrôle interne et de la passivité de la communauté internationale, mais aussi du maintien des structures régionales de type féodal: la dépendance économique et le désordre politique. À cet égard, les contributions de Grundy, Hanlon et de Johnson et Martin sont fondamentales.¹⁰

9. Voir spécialement Ann et Neva SEIDMAN, *South African and US Multinational Corporations*, Westport, Connecticut, Lawrence Hill, 1977; Ann SEIDMAN et Neva SEIDMAN-MAKGETLA, *Outposts of Monopoly Capitalism: Southern Africa in the Changing Global Economy*, Westport, Connecticut, Lawrence Hill, 1980; et Ann SEIDMAN, *The Roots of Crisis in Southern Africa*, Trenton, Africa World Press, 1985.

10. Bien que n'étant pas à l'étude ici, le recueil édité par Phyllis JOHNSON et David MARTIN, *Destructive Engagement: Southern Africa at War*, Hararé, Zimbabwe Publishing House, 1986, est une étude qui ressemble à celle de Hanlon. Malgré le fait qu'elle poursuit surtout une perspective de *power politics* pure, elle contient tout de même un chapitre qui ressort par sa profondeur et ses sources exhaustives; il s'agit du chapitre « Political Economies in Conflict: SADCC, South Africa and Sanctions » dont les auteurs sont Carol THOMPSON et Reginald GREEN. L'achat du livre se justifie par ce chapitre seul.

Non seulement ces contributions viennent contredire les analyses américaines officielles comme d'autres qui prétendent que l'apartheid est limité à l'Afrique du Sud, mais elles remettent aussi en question les deux piliers sur lesquels se basent la politique régionale de l'Afrique du Sud qui compte deux volets: 1) l'intérêt de l'Afrique du Sud de bâtir une sphère de co-prospérité en englobant l'Afrique australe toute entière; et 2) sa lutte pour empêcher l'avènement de 'l'assaut marxiste total' orchestré par l'Union soviétique et finalement destiné à l'Afrique du Sud.

La monographie de Grundy est une étude ramassée et inquiétante de ce qui paraît être l'inexorable marche de l'Afrique du Sud vers le fascisme et la militarisation. Son thème est défini clairement: « Discuter et analyser le contenu et la portée des diverses perspectives stratégiques régionales en évolution du gouvernement et des agences embrassant le pouvoir à la lumière de la montée de l'*establishment* pour la sécurité. » (p. 3) Selon Grundy, « si l'on veut comprendre la montée de l'*establishment* pour la sécurité, il est capital de ne pas perdre de vue le fait que les représentants officiels du gouvernement vivent dans un monde qu'ils perçoivent comme étant hostile à l'Afrique du Sud. » (p. 10) Cette « hostilité », loin d'être la censure diplomatique, est perçue comme un « assaut total » orchestré par Moscou. En fait, « cet assaut n'est pas strictement militaire: il est tout autant politique, diplomatique, religieux, psychologique, culturel, économique que social. » (p. 10). Pour citer le Général Magnus Malan: « L'Afrique du Sud est aujourd'hui... engagée dans une guerre totale. La guerre n'est pas seulement le domaine du soldat. Tout le monde y est impliqué et y joue un rôle quelconque... » (p. 10) Sonner l'alarme de la sorte pourrait peut-être à l'occasion, comme on pourrait s'y attendre, permettre d'obtenir un soutien populaire pour une politique gouvernementale. Mais il est alarmant de constater que les livres blancs ostensiblement objectifs débutent par cette prémisse décidément fautive: « le but ultime de l'Union soviétique et de ses alliés est de renverser l'actuel État de la RSA et de le remplacer par une forme de gouvernement d'orientation marxiste afin de faire avancer les objectifs de l'URSS. » (p. 11)

Par conséquent, l'Afrique du Sud, elle-même, n'est pas seulement le *créateur* du paradoxe régional grâce aux structures et en raison des exigences de l'apartheid, mais aussi le *perpétuateur* du paradoxe par le biais d'arguments circulaires comme « l'assaut total ».

Grundy, avant d'examiner la « stratégie totale » conçue par l'Afrique du Sud pour combattre le soi-disant « assaut total », rejette au départ ce concept avec un regard cynique et aigu:

Adhérer à l'idée que la politique étrangère de l'Union soviétique vise principalement l'Afrique australe et spécialement le dernier bastion de « la civilisation chrétienne de l'Occident » est peut-être flatteur mais n'est pas exact. Dans un sens, il s'agit de la fonction politique équivalente de la théorie de l'univers de Ptolemaic. Les planètes, le soleil et les étoiles ne tournent pas autour de la terre. L'Afrique du Sud n'est pas non plus centrale dans les stratégies des superpuissances (p. 13).

Néanmoins, le concept « d'assaut total » est alléchant; il permet la coordination et la manipulation de tous les aspects de la société sud-africaine, *i.e.* la « stratégie totale » permet l'« externalisation » des problèmes de l'Afrique du Sud et fournit la base sur laquelle se justifie la poursuite de l'oppression et de l'exploitation interne et régionale.

Ce qui ressort du livre de Grundy tient d'un cauchemar orwellien: les paradoxes y sont la norme, la novlangue y est la *lingua franca* et le Conseil de Sécurité d'État est un *Big Brother* en puissance (voir spécialement pp. 49-57). Cela est sans doute une simplification de la situation actuelle, mais cerne mieux la réalité d'aujourd'hui qu'elle n'aurait cerné celle d'il y a dix ans.

Bien que le 'modèle' de la « stratégie totale » de Grundy se veuille délibérée et coordonnée, Grundy, à l'occasion, fait lui-même allusion à la dissension au sein des élites de la prise de décision sud-africaine qui cherchent à donner l'impression d'un front uni. Les perceptions contrastantes basées sur les besoins du capital et de la race, d'une part; et au sein même du Parti national (NP), principalement entre les 'colombes' du ministère des Affaires extérieures et des faucons à celui de la défense, d'autre part. Néanmoins, il s'agit avant tout de désaccords sur les « tactiques et les stratégies » qui « ne portent pas sur les fins » (p. 112). Comme le précise Grundy, « tous les aspects de la planification gouvernementale sont maintenant entrepris avec la stratégie et la sécurité en vue. » (p. 111) Il poursuit ensuite en citant Harry Schwarz: « Toute la gamme de la planification régionale, la planification économique, la planification de la main-d'oeuvre, la planification constitutionnelle est influencée par les considérations de sécurité et de stabilité interne. » (p. 111)

L'étude de Grundy qui offre un corollaire interne de la déstabilisation externe, sert de complément indispensable à celle de Hanlon. Même si les deux études se chevauchent considérablement — *e.g.* les construits idéologiques guident la « stratégie totale » et la « déstabilisation régionale » — les deux études sont essentiellement séparables à titre de cause et d'effet. C'est-à-dire que Grundy, pour sa part, se penche sur la 'machinerie' et les raisons qui expliquent sa construction, et Hanlon, pour sa part, se penche sur le 'produit' et ses effets à la fois sur les 'consommateurs' et les 'producteurs' dans la région.

Selon Hanlon, *Beggar Your Neighbours* est un livre « sur le pouvoir ». D'autant plus que le livre a été écrit « non pas sur l'Afrique du Sud mais à cause d'elle. » (p. 4) Il a pour point de départ la seule prémisse que l'Afrique du Sud est engagée dans une guerre contre ses voisins, une guerre qui est « un résultat de l'apartheid et de la lutte pour la libération de l'Afrique du Sud. » (p. 4) À cet égard, le livre de Hanlon, comme celui de Grundy, est une tentative empressée de changer les perceptions conservatrices de l'Occident au niveau des racines du conflit en Afrique australe: de Moscou et La Havane à Johannesburg et Prétoria.

Par ailleurs, *Beggar Your Neighbours* est loin d'être une simple polémique. Car, Hanlon, en incorporant dans son étude les ingrédients essentiels d'une excellente recherche — *e.g.* un style clair, concis et dépourvu de jargon lourd, des données concrètes pour renforcer et/ou compléter une analyse traditionnelle avisée, et un cadre d'étude cohérent et logique — réussit à construire un livre riche en valeur empirique et théorique éclairée et nuancée.

Le Zimbabwe se trouve être le point central du livre de Hanlon et la clé de la région. Hanlon y consacre trois chapitres de son livre, deux desquels sont écrits conjointement tour à tour avec Theresa Smart et Colin Stoneman. Dans le chapitre de Hanlon et Smart, les auteurs débütent comme suit:

Au centre de la région au niveau politique et géographique, le Zimbabwe était la plus grande menace à l'hégémonie de l'Afrique du Sud... et le Zimbabwe est crucial à la SADCC; il est littéralement le pivot du transport régional et jouerait donc un rôle central dans la réorientation de la circulation allant vers l'Afrique du Sud; tandis qu'à titre d'état le plus développé il laisse déjà présager un développement industriel indépendant de celui de l'Afrique du Sud (p. 173).

Ce qui suit est un lucide exposé des tentatives de l'Afrique du Sud à maintenir les schèmes de dépendance existants par le biais du recours à la tactique « de la carotte et du bâton ». D'une part, l'Afrique du Sud perçoit le Zimbabwe comme une menace à sa position de force « sous-impériale », et l'Angola et le Mozambique comme les ports naturels qui faciliteraient l'essor industriel du Zimbabwe enclavé. En plus, il y a une véritable crainte toute présente dans les centres de prise de décision que des régimes 'marxistes' stables qui

font le commerce avec l'Ouest et qui vivent en paix dans la région mettraient en échec la justification d'une déstabilisation externe et d'une oppression interne: *i.e.* « l'assaut total ». D'où la valeur du 'bâton' pour maintenir débalancés les régimes politiquement hostiles.

D'autre part, l'Afrique du Sud perçoit la dépendance économique régionale, et particulièrement celle du Zimbabwe, comme un élément central pour le maintien de l'apartheid. D'où la valeur d'une 'carotte' à l'occasion — *e.g.* des taux préférentiels pour le transport — pour satisfaire les milieux d'affaires. Mais, comme l'illustre Hanlon dans le chapitre suivant, et Hanlon et Stoneman le font deux chapitres plus loin, la capacité du Zimbabwe de se 'détacher' de l'Afrique du Sud — s'il trouve la volonté politique de poursuivre une telle voie — est sévèrement limitée par ses étroits liens économiques avec l'Afrique du Sud (sans oublier les nombreux droits acquis qui en découlent) (voir aussi l'annexe statistique, pp. 303-306). En plus, sans tenir compte des conflits diplomatiques et/ou du '*wishful thinking*', la coopération économique entre la RSA et le Zimbabwe ne perd pas de son intensité.

À l'image du Zimbabwe, cette situation se reproduit dans presque tous les pays de la région, l'Angola étant une exception spéciale. À cet égard, le chapitre huit (sur les corporations transnationales et les liens avec les commissions étatiques) et le chapitre neuf (sur l'Union sud-africaine des douanes — *South African Customs Union*) ont aussi une valeur informationnelle particulièrement remarquable.

Sans remettre en cause l'importance géostratégique de l'Angola, du Mozambique et du Zimbabwe, Hanlon démontre comment le Lesotho, le Malawi et le Swaziland, aussi petits soient-ils, jouent des rôles centraux dans la « stratégie totale ». Dans l'optique des décideurs sud-africains, chacun des États de la SADCC représente une menace politique potentielle en même temps qu'une promesse, un ennemi régional en même temps qu'un allié, et un partenaire commercial en même temps qu'un compétiteur. Toutefois, c'est à ce point que les deux grandes faiblesses de *Beggar Your Neighbours* ressortent le plus.

Premièrement, bien que *Beggar Your Neighbours* aurait la capacité et les outils pour creuser plus profondément et formuler des critiques percutantes au sujet des continuités et des discontinuités des interactions nationales, régionales et globales, — et la plupart des critiques peuvent s'appliquer tout autant à Grundy — cet objectif n'est pas atteint parce que l'auteur ne réussit pas à faire interagir l'économie et la politique d'une façon moins orthodoxe. Assurément, cette étude est un bijou d'analyse dans la tradition de la *realpolitik*. Il s'agit d'un plaidoyer passionné pour une restructuration des politiques étrangères occidentales en général, et celle des États-Unis en particulier: de Prétoria à Hararé, de l'Afrique du Sud à la SADCC. Étant donné l'argumentation serrée de Hanlon et la richesse de ses informations factuelles sur lesquelles elle s'appuie (voir spécialement le premier appendice sur les coûts de déstabilisation), mêmes les plus ardents défenseurs d'un 'engagement constructif' seraient au moins persuadés de donner à réfléchir à leur position. Malgré tout, au-delà de la juxtaposition de l'économie et de la politique et l'éloquente démonstration que l'économie peut servir et sert effectivement à des fins politiques, Hanlon fournit peu de preuves pour expliquer comment s'y prendre pour surmonter les anomalies de la région. En mettant l'accent sur la « déstabilisation », Hanlon a tendance à considérer les structures des relations centre-périphérie inhérentes à la région comme n'étant que des avenues pour les manœuvres politiques sud-africaines. En d'autres mots, l'économie est toujours conçue comme un serviteur du politique et jamais comme une structure qui dicte les paramètres dans lesquels la politique doit fonctionner. Voilà un sérieux défaut. Car, c'est bien l'infrastructure qui est la variable dominante dans la région et non la confrontation ou l'accommodement: ils ne sont que des résultats de la lutte pour transiger avec le système. C'est pour cette raison que la Zambie anti-apartheid peut rentrer en 'dialogue' avec l'Afrique du Sud. C'est dans ce

même cadre qu'une Afrique du Sud d'apartheid peut concurremment accepter d'acheter de l'électricité du Mozambique et fournir des armes et des munitions au MNR. D'ailleurs, cette même raison explique aussi pourquoi une guerre de grande envergure n'a encore éclaté. L'approche de la 'carotte et du bâton' utilisée par le partenaire régional dominant reflète ce fait accompli économique et géographique.

Idéologiquement, économiquement, culturellement, politiquement et militairement, l'Afrique du Sud et ses voisins sont vraiment dans des 'mondes différents'. Ils ne sont forcés à vivre une coexistence indéniable – qu'elle soit paisible ou conflictuelle – qu'en raison de circonstances économiques et géographiques qui sont formulées en des termes adaptés à leurs points de référence individuels, psychologiques, sociaux et politiques respectifs.

Ceci nous amène directement au second défaut: Hanlon, en voyant à la fois la coopération et le conflit comme des outils politiques de l'Afrique du Sud presque dans un modèle classique d'acteur unifié et rationnel comme une boule de billard, néglige la myriade de lignes et d'intérêts qui dépassent son centre d'intérêt limité 'des exigences perçues d'une domination raciale continue' – e.g. les groupes et les individus des 'pays de la ligne du front' ayant des droits acquis dans la préservation du système régional et de ses structures. Du « paysannat » – i.e. ceux qui cultivent les terres de valeur marginale mais qui arrondissent leurs revenus avec des rémunérations des travailleurs migratoires – au cabinet, des conseils d'administration d'entreprises privées et de sociétés d'État aux marchands de pommes Granny Smith dans la rue, il y a des millions de personnes qui souffriraient – bien qu'à des degrés divers – et résisteraient donc à l'adoption d'une solution simpliste comme 'de l'aide pour la SADCC/des sanctions contre l'Afrique du Sud'. Voilà essentiellement ce que Hanlon offre comme réponse à la question: « Qu'est-il possible de faire? ». En plus, ces liens se retrouvent sous des formes de plus en plus complexes à l'échelle continentale et globale.

Par conséquent, à la lumière de l'histoire contemporaine, 'de l'aide pour la SADCC/des sanctions contre l'Afrique du Sud' pourraient, à prime abord, sembler être des recommandations raisonnables; toutefois, situées dans un cadre historique plus grand, elles paraissent assez irréflechies et irréalistes. Malgré cela, il existe toujours un paradoxe: en comparaison avec les 'solutions' conservatrices comme « l'engagement constructif », et à défaut d'approches plus radicales et révolutionnaires face au changement, cette approche bi-dimensionnelle – aussi inadéquate qu'elle puisse paraître – est peut-être la meilleure qui nous soit offerte. En somme, les études régionales sont comme les solutions régionales: en l'absence d'approches plus holistiques, historiques et radicales pour étudier l'économie politique de l'Afrique australe, la combinaison de *Beggar Your Neighbours* et du volume *The Militarisation of South African Politics* offre jusqu'à maintenant la meilleure littérature produite par des universitaires orthodoxes. [Traduit de l'anglais]